

Laure BottollierÉducatrice en prévention spécialisée du CODASE
de Grenoble en Isère

Entretien avec une éducatrice en prévention spécialisée



L'équipe du CODASE¹ a entamé une réflexion sur sa pratique éducative de prévention spécialisée et notamment sur les questions de santé mentale. Les éducateurs ont fait le constat de situations problématiques de « plus en plus nombreuses », avec un public « de plus en plus jeune »².

Rhizome : Est-ce que vous pouvez nous en dire plus sur ce que vous faites ?

Laure Bottollier : Cela fait trois ans et demi que je travaille au service prévention. Aujourd'hui la souffrance psychique est au centre de nos préoccupations car elle nous pose des difficultés.

On ne sait pas trop aider certains jeunes dont on peut voir la souffrance mais qui verbalisent peu. Il n'y a pas de demande. Il faut donc réussir à les aider sans les brusquer un minimum, sans être un élément déclencheur pour autre chose.

R : Et ça serait une nouvelle problématique ?

LB : Il y a toujours eu des « cas » psychiques, mais visiblement le nombre augmente, et c'est quelque chose qui revient de plus en plus au sein du service. Et c'est aussi un constat qu'on a pu partager avec d'autres services, notamment AED³, AEMO⁴, où ils ont des mesures avec des jeunes qui n'ont ni demande, ni désir, ni de projet...

R : Et vous êtes démunis ?

LB : Oui, car il n'y a rien derrière pour accrocher. J'ai fait six mois au centre-ville avec les jeunes en errance. Même si nous ne sommes que des éducateurs, et donc pas des psychiatres, quand c'est une maladie psychiatrique, c'est facile. On travaille avec l'équipe mobile précarité qui les rencontre. On peut aussi faire des co-accompagnements. Ils font aussi de l'aller-vers et on sait à quoi s'en tenir. Après c'est tout le stress que peut engager la rencontre avec un schizophrène et comment on s'y prend... Il faut connaître un minimum de

choses, notamment quand il y a une crise. Mais au moins le diagnostic est posé, on sait sur quel champ d'action se repérer. Après il y a les sorties de l'ASE⁵, et beaucoup de jeunes qui se retrouvent à la rue. Entre 70 et 80 % des jeunes que l'on suit sont en errance. Le fait qu'ils viennent prendre un café, qu'ils prennent soin d'eux, ou qu'ils acceptent un hébergement c'est une forme d'avancée.

Depuis trois ans je suis sur un des quartiers de Grenoble. Et je suis avec des jeunes qui ne passent pas à l'acte, qui restent dans une forme d'errance, sans être à la rue. Ils peuvent ne rien faire, pendant cinq, six ans, n'avoir aucune demande. Ils sont dans un fatalisme et ne se projettent absolument pas. Rien de la société ne semble les accrocher. Sans avoir véritablement de pulsion de mort et même si tout le monde n'est pas dans une forme d'auto-destruction, ces jeunes ne semblent pas avoir de pulsions de vie... Pour ceux qui se scarifient ou qui passent à l'acte, au moins on a quelque chose sur quoi rebondir. On peut discuter de ce qu'ils nous montrent. Mais il y en a qui ne donnent rien à voir et il n'y a rien comme accroche... Comment faire alors pour les réintéresser à quelque chose de la société ?

R : Et leur lien avec le quartier ?

LB : Ils en ont. Du coup, pour ceux qui sont visibles (on pense qu'il y a beaucoup d'invisibles, renfermés chez eux), les copains et le quartier, c'est leur seul mode d'appartenance. C'est la seule chose dans laquelle, ils voient encore un sens. C'est un « refuge ».

R : Pour ces « invisibles », vous adoptez des stratégies pour justement les rencontrer ?

LB : C'est très dur. Ce sont des jeunes qui sont peu sur l'espace public. On travaille en partenariat avec le collège, où notre intervention consiste à recevoir pendant trois heures les jeunes exclus de un à huit jours pour problème de comportement. C'est là qu'on se rend compte qu'il y a beaucoup de jeunes qu'on ne croise pas sur le quartier, qui sont dans une grande souffrance. Ils sont chez eux à jouer toute la nuit, éventuellement chez d'autres copains. C'est peut-être mieux pour eux qu'ils ne fréquentent pas l'espace public, mais du coup ce sont des jeunes, ni repérés par nous, ni repérés par les médecins généralistes. C'est l'obligation scolaire qui permet de se rendre compte qu'il y a une souffrance.

R : Quel est l'état du quartier aujourd'hui ?

LB : La mixité sociale a fortement diminué. Aujourd'hui les appartements ne se vendent même plus. Le fonctionnement familial a aussi changé sur les 30 dernières années. On parle des deuxième ou troisième générations, mais moi à l'heure actuelle, ce sont des premières générations que je rencontre. J'ai peu de parents qui sont nés en France. Ces jeunes, ce

¹ CODASE: Comité Dauphinois d'Action Socio-Educative.

² Ces observations concernent spécifiquement les jeunes accompagnés par l'équipe du CODASE.

³ AED: Contrat d'Aide Éducative à Domicile.

⁴ AEMO: Action Éducative en Milieu Ouvert.

⁵ ASE: Aide Sociale à l'Enfance.

sont les premiers qui sont nés en France. Et il y a un problème identitaire très important. Ils sont ni algériens, ni marocains, ni tunisiens, et ils ne se sentent pas vraiment français non plus. Il y a un racisme à l'embauche et ils ont du mal à trouver un boulot. Ils ne croient plus à la politique, ils n'espèrent plus. Sur le terrain on a vraiment vécu l'espoir avec Hollande...

R: *Et entre eux, il y a des formes de solidarité ?*

LB: Alors c'est très dur... Peu importe l'origine des parents, l'appartenance au quartier prime. Il y a les codes et la connaissance de la difficulté qui est commune. Pour ceux qu'on arrive à intégrer dans une dynamique soit de formation, soit de recherche de travail, ils doivent s'extraire du groupe et c'est difficile pour eux. C'est comme s'il y avait une forme de déloyauté.

R: *Et par rapport au quartier, à l'environnement, est-ce qu'il y a des formes de violence ?*

LB: Quand on fait un tour de quartiers, il est très fréquent qu'on entende des couples s'injurier dans la rue, que les parents crient sur les enfants. Et il y a une hiérarchie très forte. Il y a un trafic auquel on n'a pas accès. C'est le haut du trafic, des 25-30 ans qui font très peu parler d'eux. Et quand les petits délinquants partent tout azimuts, qu'ils sont déstructurés (certains peuvent avoir des problèmes psys très importants), ils se font remettre à l'ordre par ceux qui gèrent le trafic car ça attire trop l'attention. Par exemple, le théâtre du quartier qui a brûlé dernièrement, ça a été mal vécu par les grands visiblement. Il ne faut pas trop faire parler. Certains sont trop instables et risquent de mettre en danger le trafic. Ils sont exclus, voir menacés car ils mettent des embrouilles entre les quartiers. Le trafic établit une hiérarchie.

R: *Et concrètement dans la rue comment vous vous y prenez pour établir le lien ?*

LB: Le CODASE est déjà identifié. Tout le monde sait tout sur tout le monde et il y a une omerta sur à peu près tout. Après c'est réussir à établir un lien avec ceux qui vont moins mal pour avoir une certaine reconnaissance. On fait des tours de rue, et j'ai pu connaître de nouveaux jeunes grâce à ceux que je connaissais.

R: *Vous essayez de les voir seul aussi ?*

LB: Il y a une énorme différence entre l'accompagnement individuel et le travail de groupe. Il y a peu de chose de leur privé qui sont abordés en groupe. Même s'ils parlent entre eux, on évoque peu de chose de privé. En groupe, on parle de la pluie et du beau temps, éventuellement des sorties qu'on peut faire ensemble. Après en individuel, peu importe où on le fait, moi je trouve que symboliquement c'est bien de le faire au local. Il y a des jeunes qui n'ont jamais réussi, qui ont demandé vingt rendez-vous, et ils m'ont planté les vingt rendez-vous. Du coup, on peut aussi faire des entretiens dans la rue et pour ceux qui vont le plus mal, on se limite à ça.

R: *Il y a un enjeu à les sortir du groupe ?*

LB: Oui... Mais il y en a qui arrive à ne venir qu'à deux, trois ou quatre. Il y en a qui n'arrivent pas à adhérer aux propositions de travail qu'on peut leur faire.

R: *Est-ce que ces jeunes forment un groupe homogène ? Je pense notamment en terme de genre.*

LB: Ça dépend de l'âge... Des fois il n'y a pas de père. Et quand il y en a, l'autorité peut être suppléée par celle des frères aînés. On a des filles, comme des garçons qui peuvent se faire fracasser (des fois c'est réellement le cas), par leur frère, pour les filles parce qu'elles ont été vues avec des garçons, ou parce que les garçons fumaient un joint, même si les aînés ne sont pas insérés et n'ont pas de travail.

Il faut que les filles soient irréprochables, que ce soit l'amour chaste. Pour les garçons il y a vraiment un clivage, c'est sidérant, entre leur vie sexuelle qui est débridée et leur vie de couple au quartier. Beaucoup s'initient en Espagne. Ils vont voir les prostitués dans les maisons closes à la frontière. À côté de ça, ils ont une copine d'amour, mais ils ne vont jamais la toucher. Et elle, il faut qu'elle soit irréprochable et pure.

R: *Qu'en est-il du rapport à la croyance religieuse ? Constatez-vous une radicalisation ?*

LB: Dans les quartiers, ils ne croient plus en rien, mais oui, il y a des formes de croyances religieuses qui prennent de l'ampleur. Il n'y en a pas un qui n'est pas persuadé que ce sont les juifs et les illuminatis qui gèrent le monde. Il n'y en a pas un qui pensait, pour les attentats de Charlie Hebdo, que c'était fomenté par le gouvernement français. Nos gouvernements n'ont pas bien conscience du décalage qu'il y a, entre ce que pensent les jeunes sur les quartiers, la réalité réelle des quartiers, et là où ils en sont. Pour moi ces croyances, c'est ce qui donne sens à leur vie, c'est ce qui explique pourquoi on en est là. C'est ce qui empêche la souffrance. Les plus âgés sont capables de verbaliser le racisme, pas les plus jeunes.

R: *Aujourd'hui qu'est ce qui pourrait vous aider ?*

LB: Il existe réellement un risque de ghettoïsation. Il faut augmenter le nombre d'adultes référents d'ailleurs que leur quartier. Là il y a un entre soi. Et on a connu les « grands frères », des jeunes issues du quartier. Je pense qu'il y a des avantages et des inconvénients. Pour eux la difficulté est très forte. Par exemple, ils peuvent être pris à parti : « *Comme toi tu peux nous faire une remontrance, alors que tu sais bien que...* ». Je pense aussi qu'il faudrait des soignants, des psychologues avec nous. On n'arrive pas à orienter vers les psys, parce que quand on leur dit « psychologue », ils nous disent : « *Je ne suis pas fou* ». Mais moi j'ai plein d'espoir. Aussi les effets ne sont pas visibles tout de suite, le rythme de l'individu n'est pas le même. Une parole, un accompagnement va porter ses fruits dans un an ou deux ans quand il aura avancé avec lui-même. Mais si je n'y croyais plus, j'aurais arrêté ce boulot.